En France, condamner Daech en montrant son horreur est un délit



Article rédigé par *Christian Vanneste*, le *05 mars 2018*

Source [Boulevard Voltaire] Pour les distraits qui n'en avaient pas encore pris conscience, la démocratie française, qui n'était déjà pas très vaillante, s'est perdue dans un triangle des Bermudes.

Pour les distraits qui n'en avaient pas encore pris conscience, la démocratie française, qui n'était déjà pas très vaillante, s'est perdue dans un triangle des Bermudes. Celui-ci peut fonctionner très rapidement ou être beaucoup plus lent. Il avait englouti François Fillon en quelques jours. Il vient de rattraper Marine Le Pen, un mois après Gilbert Collard, et au bout de deux ans après les faits. Ce triangle a un premier sommet médiatique, un second judiciaire et un troisième politique, commanditaire ou bénéficiaire selon les opinions. Les deux parlementaires du Front national, à qui leurs collègues avaient été ravis, auparavant, de retirer l'immunité parlementaire, vont donc se retrouver en correctionnelle et encourir une peine de trois ans de prison et de 75.000 euros d'amende.

Quels sont les faits ? Lors d'une émission où Jean-Jacques Bourdin interroge Gilles Kepel en 2015, ce dernier fait état d'une thèse contenue dans son dernier ouvrage, la symétrie du repli identitaire des islamistes qui ont commis les attentats et du Front national en France. Ce « spécialiste » prétentieux agite donc un concept fumeux dont il paraît fier. Le repli identitaire de l'islamisme appellerait donc celui des patriotes dans notre pays. Jean-Jacques Bourdin reprend la balle au bond en parlant de liens entre Daech et le FN, puis corrige en disant qu'ils ne sont pas directs. Ouf ! Parce que là, il a frôlé la diffamation, mais si on résume, il vient de dire qu'il y avait une *« communauté d'esprit »* : celle du repli identitaire. Si on traduit cette expression, elle dit : ces gens-là pensent pareil ! Bourdin et Kepel, en bons compères, se diront très surpris de l'indignation de Marine Le Pen et prendront sa réaction de très haut. Comment peut-on reprocher quoi que ce soit à ces professionnels exemplaires ? Parler de liens entre une organisation terroriste et un parti politique français et faire du « repli identitaire » français une cause de la violence en raison des difficultés qu'il pose à l'intégration d'une population qui ne demande que ça est, à l'évidence, le signe de l'objectivité sans faille des deux hommes.

Marine Le Pen a été blessée, et on la comprend, mais cette spontanéité est jugée indigne par le donneur de leçons Bourdin et par le Premier ministre de l'époque Valls. Quant à Kepel, il vide sa hargne sur Philippot, qu'il juge *« inculte »*. Après avoir gagné quelques procès contre ceux qui m'avaient diffamé, je crois qu'il y avait là matière à poursuite. Mais Marine Le Pen a préféré, à l'aide de quelques tweets et de photos, exprimer son indignation : comment peut-on, si peu que ce soit, établir un lien même indirect entre un parti parfaitement légal et qui n'use pas de violence et un groupe terroriste qui décapite un otage américain, brûle vif un pilote jordanien et écrase un soldat de l'armée syrienne sous un char ? La comparaison est d'autant plus insultante que des attentats viennent d'être commis en France au nom de l'État islamique, et qu'une réaction « identitaire » française paraît la moindre des choses.

Mais dans notre cher pays, il y a des situations où la victime ne peut-être que le coupable. Marine Le Pen a montré des photos violentes pour se défendre de l'amalgame et la justice va renforcer l'amalgame. Elle montrait l'horreur pour la stigmatiser et s'en éloigner, mais elle l'a montrée et s'en est donc faite complice en délivrant *« un message à caractère violent ou pornographique »*. L'intention n'a aucune importance. Elle est complice, comme si les djihadistes ne pouvaient voir ces photos sans l'aide de Marine Le Pen, et comme si les Français ne devaient pas les voir. Une telle montagne d'hypocrisie, d'aveuglement volontaire, de parti pris, de manipulation de l'opinion où l'on trouve (comme d'habitude) des communicants du système, un magistrat pour mettre en examen et des politiques pour justifier l'injustifiable, la main sur le cœur, est pour ceux qui savent voir une honte pour notre pays, une ignominie qui discrédite notre prétendue démocratie. Et je le dis d'autant plus facilement que j'étais un électeur de Fillon et que je ne suis pas membre du Front national.